DE L'ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE DE LA ROUMANIE AUX ANNÉES DE LA NEUTRALITÉ (1914 – 1916). LE MÉMOIRE ADRESSÉ PAR GEORGE DIAMANDY À RAYMOND POINCARÉ – LE PRÉSIDENT DE LA FRANCE

Vasile Dudaș

L'après-midi du 28 juillet 1914, pendant que le chef de la diplomatie autrichienne-hongroise communiquait par télégraphe au gouvernement serbe la déclaration de guerre qui allait déclancher la première grande conflagration mondiale, le premier roumain Ion I. C. Bratianu convoquait une séance du cabinet. À cette occasion, ceux qui y étaient présents ont solicité d'être informés sur les engagements de la Roumanie à l'étranger. En même temps, ils ont affirmé l'opinion selon laquelle au cas du déclanchement d'un conflit plus étendu, l'armée roumaine ne pouvait pas lutter à côté de l'Autriche-Hongrie sur le territoire de laquelle vivaient quelques millions de Roumains.

La position officielle de la Roumanie vis-à-vis de la guerre éclatée entre temps a été établie au Conseil de la courrone qui a eu lieu à Sinaia le 3 août 1914. À ce court entretien avaient participé le roi Carol I, le prince héritier Ferdinand, les membres de l'éxécutif et les réprésentants des partis politiques les plus importants. A la fin des débats, ceux qui y étaient présents, sauf le roi et le chef conservatoire Petre P. Carp, se sont prononcés pour la neutralité (expectative armée), décision communiquée à Berlin et àVienne le soir même.

La période suivante, le gouvernement roumain a été soumis à de grandes pressions de la part des deux camps trouvés en dispute. Dans cette situation, le premier ministre qui coordonnait la diplomatie roumaine a été forcé d'adopter une position ferme vis-à-vis des Puissances Centrales ainsi que vis-à-vis de l'Entente, mais d'une manière différente. Toute son activité a été subordonnée à la réalisation de l'idéal national des Roumains. C'est pour cela qu'il déclinait poliment tous les offres faits par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie pour les détérminer de se rallier. En même temps, il conditionnait à l'Entente la conclusion d'un traité par lequel on reconnaissait les droits de la Roumanie sur

https://biblioteca-digitala.ro

les territoires habités, en majorité par des Roumains, zone englobée à l'époque, entre les frontières de la monarchie danubienne.

La première puissance que la diplomatie roumaine contacta fut la Russie. Par "l'accord Sazonov – Diamandy" conclu l'automne de l'année 1914, le gouvernement roumain a fait un pas important pour la réorientation de sa politique extérieure vers l'Entente. Par la convention secrète conclue entre les deux pays, la Russie s'engageait à garantir et défendre l'integrité territorielle de la Roumanie et reconnaissait ses droits sur les régions de l'Autriche – Hongrie, habitées par les Roumains, en échange d'une neutralité bienveillante de la Roumanie.

Relatif à cette demarche, Constantin I. Diamandy, le ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Petrograd notait : "La Roumanie avait conclu au 1 octobre 1914 un traité de neutralité avec la Russie, qui devait être ratifié par Londres et Paris et qui a été la première étape de la politique roumaine dans la grande guerre. Mais nous nous sommes immédiatement rendu compte que, pour pouvoir réaliser l'unité nationale, la Roumanie ne pouvait rester sur ce traité de neutralité. Plusieurs fois on nous a déclaré d'une manière spéciale à Petrograd aussi que dans d'autres capitales que les pays qui resteraient neutres, mais pied de paix, ne seraient pas reèus à la conférence de paix et ils n'auraient pas le droit d'exposer leurs révéndications. Par conséquence, croire que la Roumanie pouvait rester neutre dans ce conflit mondial, qui en même temps posait le problème des nationalités, était pour nous une sécurité que nous ne pouvions obtenir l'intégrité de notre pays sans participer à la guerre."[1]

Le printemps de 1915, les contacts du gouvernement roumain avec les représentants de l'Entente à Bucarest se sont intensifiés. Malheureusement, la Russie ainsi que la France et l'Angleterre, même si elles solicitaient l'intervention la plus urgente de l'armée roumaine à côté de leurs troupes, lorsque le problème territoriel se posait, étaient d'avis qu'il soit résolu après la fin des hostilités aux champs de bataille.

Devant cette situation, le gouvernement roumain a conservé une attitude intransigeante sur les positions fixées par Ion I. C. Bratianu depuis l' été de 1914, en soulignant "l'action diplomatique." Par conséquant au début du mois de mai 1915, C.I. Diamandy a été mandaté de présenter aux autorités russes la carte avec les revendications territorielles solicitées par la Roumanie. "A l'entretien du 3 mai avec Monsieur Sazanov – notait après des années le diplomat roumain – nous étions venus avec la carte de nos revendications mais il, dès le début, m'a presenté une carte qui – curiex détail – datait de 1875 et dans laquelle les nationalités entre la Tisza et le Prut, c'est-à-dire la Transylvanie, le Banat et la Bucovine, justement les territoires qui devaient être negociés par nous, étaient marqués avec des couleurs et la couleur dominante à une première vue était la couleur verte, représentant l'élément slave. Je n'ai pas pu me réténir de dire à Monsieur Sazanov que cette carte-là avait un horrible aspect par la couleur verte

https://biblioteca-digitala.ro

et qu'il me permette d'apporter une carte plus récente que celle-là.

En Transylvanie proprement-dite il n'y aura pas de difficultés, en échange il y aura de grands problèmes pour la Bucovine et pour le Banat, c'est-à-dire justement les provinces de la monarchie autrichienne-hongroise dans lesquelles on trouvait aussi des éléments slaves parmi l'élément roumain.[2]

Bien que l'entrevue entre les deux diplomats ait eu lieu dans une atmosphère amiable, elle a permis d'entrevoir les difficultés du problème qu'on devait négocier.

Jusqu'au 12 mai, quand le gouvernement roumain a présenté à celui russe une carte étnographique représentant les zones révendiquées, Ion I.C. Bratianu ainsi que Serghei Sazanov ont essayé de sonder l'opinion des groupes politiques de Paris et de Londres. Le 11 mai, selon le premier ministre roumain, Alexandru Em Lahovary, le ministre plénipotentiaire à Paris a eu des entretiens avec le président français Raymond Poincaré, le président de la Chambre Paul Deschanel et l'habile diplomat Théophile Delcasse. Les hommes politiques français avaient des opinions différentes. Tandis que Poincarré, Doumergue, Alexandre Ribot, Garrant étaient d'accord avec les revendications roumaines, Deschanel et Delcasse les considéraient exagérées non pas en ce qui concerne l'étendue mais en ce qui concerne la procedure de leur présentation.[3]

Le ministre des Affaires Étrangères russe s'était plaint aux gouvernements alliés que la Roumanie désirait dicter à Petrograd. "Quand j'ai dit au monsieur Sazanov que nous ne pouvions transiger sur le point principal de nos demandes, le généralisme de l'armée russe Nicolae Nicolaevici a interprété que la Roumanie lance un ultimatum et que nous avons fait notre proposition sous la forme d'une sommation" – soulignait Constantin I. Diamandy. En fait, ce n'était pas vraiment un ultimatum ou une sommation, mais dans la concéption des grands pouvoirs on ne pouvait croire qu'un petit état auquel ils demandaient le plus grand sacrifice, c'est-à-dire le sacrifice de sang et de participer à la guerre, puisse poser des conditions pour entrer dans cette action.[4]

Les représentants de la diplomatie roumaine ont realisé le fait que la plupart des hommes politiques français ne connaissaient presque pas du tout les circonstances historiques des assujetissements des territoires disputés par l'Empire des Habsbourgs et, par conséquant, ils ne pouvaient comprendre quelles étaient les racines des aspirations millénaires du peuple roumain. Ainsi Bratianu devait préciser à Camille Blondel, le ministre plénipotentiaire de la France à Bucarest que: "Avant tout, je veux que vous ne vous trompiez pas au sujet de mes intentions dès le début de la guerre, la ferme volonté était celle de renoncer à la neutralité en faveur de la Triple Entente. Si j'avais hésité de me prononcer franchement, c'est parce que j'avais voulu faire des préparatifs militaires, sans m'exposer aux puissants réprésailles de la part de nos ennemis. Maintenant l'heure m'a semblée propice et c'est pour cela que j'ai formulé, après avoir bien

https://biblioteca-digitala.ro

réfléchi les demandes que vous connaissez. Elles correspondent aux permanentes aspirations nationales de la Roumanie. Elles répondent aussi à la nécessité de prevenir les conflits – tout comme les conflits qui longtemps ont eu lieu en Macédonie - entre les nationalités par l'établissement de quelques frontières naturelles. Si j'insiste avoir le Danube comme frontière entre nous et la Serbie, cette chose n'a pas comme objet de gagner quelques kilomètres qui ne seront pas reconnus par la Russie, mais parce que nous désirons profiter d'une ligne de démarcation bien marquée. La même jugée est valable aussi pour la ligne de Pruth (dans la Bucovine). C'est pourquoi je suis obligé de rester intransigéant en ce qui concerne ces problèmes."[5]

Parallélement avec l'activité diplomatique, les cercles gouvernants roumains ont intensifié leur activité diplomatique dans les pays de l'Europe de l'ouest. Ainsi, dans un interview intitulé "Les revendications de la Roumanie" paru au début du mois de juin 1915 dans la "Journal de Genève", le premier roumain soulignait le fait que la Roumanie n'a pas d'ambition des conquêtes parce qu'elle toujours luttait pour la libération de ses frères qui ont été unis avec elle par les très fortes liaisons. "Pour la future paix de l'Europe – on écrivait dans l'article mentionné - pour l'établissement de la nouvelle ordre, il est donc nécéssaire que le principe des nationalités triomphent pour tous les états intéressés de l'Europe, pour la Roumanie aussi. Une Roumanie qui réunissait tous ses fils que les vicissitudes du temps ont volés, une Roumanie forte sera le garant de la paix et de l'entente dans l'Orient".[6]

En même temps, plusieurs réprésentants de la vie politique, culturelle et scientifique roumaine sont entrés en dialogue avec les personalités, et les facteurs de décision des Etats de l'Entente. Entre eux George Diamandy[7] a inscrit lui aussi son nom. Il était l'un des proches du premier ministre roumain.

Son frère, Constantin Diamandy, après avoir réprésenté les intérêts de la Roumanie à Rome, activait dans cette période-la en qualité d'ambassadeur à la légation de Petrograde.

Peu de temps après le déclenchement des operations militaires, George Diamandy avec I. Istrati sont partis pour Rome pour sonder les opinions des hommes politiques italiens parce que les positions des deux états vis-à-vis des problèmes de la conflagration mondiale, étaient presque identiques. La Roumanie ainsi que l'Italie avaient adhéré à la fin du XIXe siècle à la Triple Entente en dépit de l'éxistence de nombreux compatriotes à l'intérieur de l'Etat dualiste. Quoique non-officielle la délégation roumaine a été reçue avec intérêt dans la capitale italienne.

Plusieurs publications périodiques ont rélaté sur la signification de ses démarches. Au début du mois du septembre, dr. C.I. Istrati et G. Diamandy ont été reçus par le premier ministre A. Salandra et par le chef de la diplomatie italienne, le marquis S. Giuliano. Dans un interview accordé à la gazette

https://biblioteca-digitala.ro

"Stampa", Diamandy montrait que le but de la visite se résumait seulement au sondaje de l'opinion des cercle dirigéants italiens. Au 19 de septembre, le connu journal "Corriere della Sera" a publié un dialogue avec le diplomat roumain qui mentionait entre autres: "En ce qui nous concerne, nous sommes trop près du théâtre de la guerre pour pouvoir rester inactifs à l'infini. Nous sommes contraints par le terrible dilemme des faits et il faut agir."[8]

Au printemps de l'année suivante, les événements extérieurs ont pris une tournure favorable à l'Entente. L'entrée de l'Italie en action était capable de détérminer la Roumanie prendre une décision similaire. Mais les négociations avec l'Entente se déroulaient difficilement. Au 14 mai 1915, le gouvernement russe a présenté une note aux autorités roumaines, à la fin de laquelle il était assignée la frontière des territoires qui allaient revenir à la Roumanie, frontière qui ne correspondait pas aux revendications du gouvernement roumain.

Informé par Ion I. C. Bratianu, l'ambassadeur de la France à Bucarest, C. Blondel, transmettait à Paris le mécontentement du premier ministre roumain. Celui-ci avait precisé catégoriquement que la Roumanie ne quittait pas la neutralité avant qu'elle ait assuré comme frontière la Tisse en avale de Seghedin et le Prut en Bucovine.

Les cercles politiques français sont intervenus aussi bien à Petrograde qu'à Londres au faveur de la Roumanie. A côté de ceux-ci il y avait les cercles italiens. Le roi Victor Emanuel III a cru même nécesésaire d'envoyer une lettre au tsar. Avec toutes ces démarches, les témoignages du temps attestent le fait qu'au début du mois juin 1915 les pourparleurs de la Russie avec l'Entente étaient arrivés en impas.

Pendant ce temps-la, George Diamandy à côté de dr. C. I. Istrati, dr. I. Constantinescu et I. Cantacuzino tatonaient à Paris la position des autorités françaises. Pendant l'entrevue avec le président Raymond Poincarré, George Diamandy l'a assuré de l'intervention sure de son pays à côté de la France.[9] Le diplomat roumain a fait un intéressant mémorandum qu'il a donné au chef de l'état francais. Par ce memorandum la position de la diplomatie roumaine était justifiée. Nous présentons de suite le texte intégral de cette demarche.[10]

Je me permets de vous communiquer ce mémoire en mon nom personnel. Cependant, veuillez croire, Monsieur le Président de la République, que les vues qui y sont exposées sont partagées non seulement par le Peuple Roumain, mais aussi par toute notre race.

Si nous insistons tellement sur nos revendications concernant une partie de la Bucovine et du Banat, ce n'est pas dans l'esprit mesquin de nous agrandir de quelques milliers de kilomètres carrés. Les considérations qui nous font pérsévérer dans notre façon de voir sont amplement justifiées par des tristes expériences et aussi par les nécessités inéxorables de notre sécurité nationale.

https://biblioteca-digitala.ro

En vérité, tout en sachant que jadis la Bucovine entière a été Roumaine, nous ne saurions nier que la politique peu clairvoyante de l'Autriche-Hongrie a favorisé tellement l'élément Slave de la Galicie, que le Nord de la Bucovine incorporée, à peine depuis cent ans à cette Monarchie, se trouve actuellement ruthenisée. Il n'en est plus de même du Sud de ces territoires, qui depuis les plateaux des environs de Cernanti, jusqu'au Dniester, sont habités en grande majorité par une population Roumaine. Les vicissitudes de notre histoire nous obligent, à l'heure présente, à borner nos revendications à la partie du Sud de la Bucovine jusqu'au PRUTH.

C'est au nom du principe des nationlités que nous réclamons ces frontières qui, dans l'espèce, constituent non pas îlot mais la prolongation éthnique du massif Roumain. Inutile d'insister sur les avantages économiques et stratégiques de ces régions qui sont la clé de la vallée comprise entre le Sireth et le Pruth, depuis Cernanti jusqu'à Galatz. C'est-à-dire jusque pres des bouches du Danube. La Russie veut occuper la Bucovine, Cernanti y compris, et ne nous accorderait que le sud jusqu'au Sireth. Ces préténtions de la Russie ont ému tout le monde en Roumanie, non seulement à cause des territoires Roumains qu'elle incorporerait, mais surtout parce-que des maintenant il semblerait qu'à Petrograd on poursuit avec ardeur une politique que nous croyons close depuis la visite de S.M. le Tsar à Constantza. Ces visées constituent pour nous une ménace immédiate et évidente. Cette impression est aggravée par le fait que la Russie veut accorder aux Serbes une partie du Banat.

ÉCONOMIQUEMENT = La production agricole du Banat, desservi par la Theiss, serait à la discrétion de la Serbie qui posséderait sur un parcours assez long les deux rives du Danube. Il en est du même du Maros artère fluviale desservant le Nord du Banat et du Maramuresch.

STRATÉGIQUEMENT = Tout en nous rendant compte que les Serbes, dans l'éventualité d'une guerre contre la Roumanie ne sauraient en fortifier assez la rive gauche du Danube et seraient forcement rejétés sur ce grand fleuve, nous ne pouvons pas ne pas voir que l'avancée Russe au Nord du Maramuresch et les Forces Serbes du Banat tiendraient la Roumanie comme dans un étau.

Le Danube est la frontière qui, depuis des siècles à séparé les races Turques et Slaves de la race Roumaine. Et Jamais, au grand jamais, ni les Serbes, ni les Bulgares en tant qu'organisme politique indépendent n'ont possedé un centimètre carré au-delà du Danube. Quant à leur argument à savoir qu'ils voudraient garder Belgrade contre une canonnade, vous n'étés pas M. le Président de la République sans savoir que sa valeur est minime. Tout d'abord en cas d'expension de la Serbie vers l'Adriatique, il est impossible de croire que Belgrade continuerait à être une Capitale. Dejà à l'heure actuelle cette ville

https://biblioteca-digitala.ro

est excentrique par rapport au mouvement économique et aux nécessités stratégiques de la Serbie. Est-ce que dans la Guerre actuelle malgré ses efforts reitérés l'Autriche maitresse de la rive gauche du Danube, a pu débarquer des troupes du coté de Belgrade? Le bombardement même de Belgrade n'a eu aucun effet ou presque, sur la capitale Serbe. Si toutefois l'Armée Autrichienne a eu l'intention d'attaquer Belgrade et si elle a pu bombarder cette ville, c'est parce qu'elle avait Semlin comme appui. Le jour ou Semlin sera Serbe, Belgrade ne pourra plus être sérieusement menacé. De plus, la triple entente pourrait menacer cette ville. Déjà notre frontière actuelle du coté de la Russie est indéfendable. Le projet Russe, s'il se réalisait, ne ferait qu'aggraver la situation de mon pays.

ÉTHNIQUEMENT = Quand on nous a parlé du principe des nationalités, nous n'avons jamais pensé qu'on allait chercher ces dernieres à la loupe. A ce compte là il n'y a pas de région révendiquée, occident ou orient qui découpe comme un manteau d'Arléquin puisse servir de base à une paix durable.

L'élément roumain existe en grande majorité des Carpathes à la Theiss. Voilà ce qu'il faut réténir. Et si maintenant on voulait rechercher des nationlités parmi les térritoires révendiqués par les belligerants, on arriverait à des résultats pas trop négatifs pour être politiques. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le porter à votre connaissance, M. le Président de la République, pour nous la Transylvanie est une expression géographique et non pas une limite éthnique et territoriale.

Nous pensons que si l'Europe veut avoir une paix prolongée, elle ne saurait l'obtenir qu'en s'appuyant sur les considérations favorables à un équilibre européen. Et d'ailleurs, serait-il juste que pour deux cents et quelque milliers de Serbes, l'Europe retombe dans l'erreur qu'elle a si souvent commise. La politique des cotes mal taillées? La Roumanie ne renonce-t-elle pas aux Roumains qui se trouvent de l'autre côté du Danube, en Bulgarie et en Serbie et dont le nombre s'élève à 500.000 âmes? D'après notre mode de récrutement, cela représenterait un minimum de 50.000 soldats. N'avons nous pas déjà sacrifié les Roumains du Pinde, de l'Epire, de la Macédoine et de l'Albanie! Je crois savoir qu'afin de faciliter la situation des Serbes nous serions disposés à rétrocéder aux Bulgares une partie du petit quadrilatère.

Pour finir avec cet Argument d'ordre Ethnique, je me permettrai de vous dire que, cet Hiver, lors de mes conversations avec différentes personalités politiques franèaises auxquelles j'ai eu l'honneur de faire connaître les revendications intégrales de la Roumanie, pas une seule fois il ne m'a été dit que le Banat appartiendrait aux Serbes.

https://biblioteca-digitala.ro

Du reste voici des chiffres que je reproduis du mémoire Serbe lui-même. L'aveu de la majeurité roumaine de la population du Banat s'y trouve proclamée.

La Joupanie de Torontal (page 15 du memoire)

Hongrois	*Allemands*	*Slovaques*	*Roumains*	*Russes*	*Croates*	*Serbes*
128.405	*165.779*	*16.143*	*86.937*	*11*	*4.203*	*139.750*
La Joupanie de Fanis						
79.960	*165.883*	*3.083*	*169.030*	*30*	*50*	*69.305*
La Joupanie de Crachovo-Severin						
33.787	*55.883*	*2.908*	*336.082*	*2.351*	*319*	*14.674*
242.152	*387.545*	*22.134*	*592.049*	*2.392*	*4.872*	*223.729*

Si les Serbes eux-mêmes reconnaissent que la population Roumaine est en majorité dans le Banat se peut-il que leurs préténtions portent sur un seul Département où l'élément Serbe n'est pas en masses compactes ainsi que le prouve la carte ci-jointe et où les Roumains réprésentent plus de la moitié du nombres des Serbes?

POLITIQUEMENT = Si vous voulez bien jeter les yeux sur la carte des revendications Serbes dans le Banat, vous verrez Monsieur le Président de la République, que tôt ou tard la Roumanie se verrait obligée d'expulser ce corps étranger de son organisme. La Russie voudrait-elle vraiment préparer une guerre entre la Roumanie et la Serbie, afin d'avoir un prétéxte pour envahir mon pays? La ténacité avec laquelle elle persiste dans ses prétentions en Bucovine et dans le Banat sont de nature à nous faire croire que cela est. le Gouvernement Roumain presise par S.E. Monsieur Jean J. Bratiano, mon frère Ministre à Petrograd, les nombreux amis de la France, les Membres de l'Amitié Franco-Roumaine et moi-même nous avons fait tout notre possible pour dissiper une méfiance justifiée par l'inquitude de la diplomatie russe au congrès de Berlin. C'est la lourde faute d'alors, qui nous a jété dans les bras de l'Allemagne et de l'Autriche. Si l'histoire doit se répéter, nous ne saurions entrevoir sans angoisse, la possibilité d'une hégémonie Russe, alors surtout que la France et l'Angleterre semblent lui donner la haute main sur les Affaires de l'Orient Européen. L'attitude inexplicable et si évidemment hostile de la Russie trouble profondement le peuple Roumain. Nous savons surement et cela nous a été même confirmé par des Francais qu'en Russie il y a, à notre égard, deux courants: l'un sympathique, l'autre s'opposant à toute idée d'une grande Roumanie. Ce dernier est représenté par le parti militaire, avec le Grand Duc Nicolaevitch en tête. C'est ce parti qui a assuré aux cercles

https://biblioteca-digitala.ro

Officiels Russes que la victoire était possible sans le concours des armées Roumaines. Les événements ne justifient guère ces prévisions. Les Allemands savent tout cela. Sans même y mettre de l'habilité ils exploitent ce que j'espère encore être un malentendu passager, mais je ne vous cacherai pas, Monsieur le Président de la République, que le courant Germanophile, ou plutôt anti-russe, hier encore si timide gagne du terrain trop rapidement. Dans ce terrible conflit où des millions d'hommes sont aux prises, dire que les 720.000 hommes ayant reçu l'instruction militaire nécessaire et les 1.050.000 disponibles selon nos ressources en munitions et armements sont une quantité négligeable, c'est ne pas connaitre les conséquences internationales de notre entrée en campagne. C'est aussi ignorer la valeur des champs de bataille et ses moyens d'approvisionnement de l'Autriche-Hongrie. Ce que peut-être l'on pourrait prendre à Paris pour du marchandage ou des ajournements calculés, n'est que le résultat des procédés inquiétants de la Monarchie Russe. Faut-il que le souci de sa dignité et de sa securité inspire au peuple roumain le souhait de victoire aux Français. Et de défaite pour les Armées Russes pour éloigner le cauchemar d'une future agression? N'est-il pas étrange que, plus que tous les peuples de l'Europe nous ayons à craindre la Russie alors que le Peuple Roumain est le premier et unique résultat du contact du monde latin avec le monde Slave?

Si j'ai tenu à votre écrire, Monsieur le Président de la République, c'est que je connais votre parfaite loyauté et la haute et grande envergure de votre sens politique. Aussi je me demande quel serait l'intérêt de l'Europe de substituer à la menace d'une hégémonie allemande, l'hégémonie autrement irresistible, si non de la totalité des Slaves, mais tout au moins de cette masse formidable des deux cent millions de Russes? Si dans son ensemble politique, intellectuel et économique, en un mot, si, dans son ensemble social, cette masse était supérieure comme civilisation, la question pourrait encore se poser en faisant abstraction de toute notion de patriotisme. Mais dans l'etat actuel des choses, la force russe est encore anarchiquement arbitraire et aveugle. Ainsi déchainée elle constituerait pour toute l'Europe un danger dont nous serions les premières victimes.

Si j'ose vous parler si franchement, c'est que ma tache a été facilité par votre trop aimable accueil dont j'ai gardé un ineffaçable souvenir, et aussi parce que, des les debuts du conflit europeen, j'ai été un des premiers Roumains à croire à la justice de la cause défendue par la Triple Entente, et, aussi un des premiers qui ait réclamé avec ardeur pour la Roumanie l'honneur de marcher aux cotés de la France.

Nous entendons faire tous les sacrifices. Le passage des Carpathes nous coutera très cher: mais encore faut-il que les arrangements que nous propose la Russie n'aient pas un caractère menaçant.

Il est facile à dire que "les garanties se prennent et ne se demandent

https://biblioteca-digitala.ro

pas". Cela est vrai pour les pays de forces à peu près égales et quand on nous cite l'entrée en campagne de l'Italie, on néglige de nous dire que l'Italie avait obtenue d'abord pleine et entière satisfaction. Cette guerre pourra nous coûter la moitié de notre effectif. Quelle sera alors notre garantie vis-à-vis de la menace Russe, étant donné que la France, l'Angleterre et l'Italie nous laissent en tête à tété avec Petrograd? C'est l'âme profondement inquiété que je vous écris ces lignes, Monsieur le Président de la République, et si vraiment le réfus de la Russie est définitif, je ne prendrai pas sur moi de pousser la Roumanie à un agrandissement éphémère, dépourvu de toute sécurité. J'ose faire appel à votre amitié pour la Roumanie en vous priant d'examiner le bien fondé de nos révéndications et penser aussi que, si la France se désintéressait des affaires de l'Orient européen, elle découragerait la Roumanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute et très respectueuse considération et de mon entier dévouement.

G. DIAMANDY
Député au Parlement ROUMAIN
Président de l'Amitié Franco-Roumaine

L'intervention de G. Diamandy n'a pas été inutile. Dans les mois qui ont suivi, le chef de l'Etat français " a persévéré dans des démarches, auprès des grands pouvoirs alliés ainsi qu'auprès du gouvernement propre, pour satisfaire les revendications de la Roumanie pour accélérer de cette manière son entrée dans la guerre[11].

Tel qu'on le sait, ce fait ne s'est pas produit au cours de l'année 1915. Et cela parce que les pouvoirs de l'Entente insistaient pour l'entrée immédiate dans la guerre en suivant qu'après cela le problème territoriel soit réglémenté. Les gouverneurs roumains demandaient une reconnaissance des droits territoriels par le traité même d'alliance, ainsi que l'assurance de quelques conditions qui donnaient le maximum d'éfficacité à l'entrée de l'armée roumaine dans le combat, l'approvisionnement avec du materiel militaire et le déclenchement de quelques offensives simultanées sur les autres fronts. Le chef du ministère roumain attirait toujours l'attention aux ministres de l'Entente à Bucarest que les troupes roumaines n'entreront pas en Transylvanie sans s'exposer au danger d'un attaque de la Bulgarie du Danube, fait qui s'est avéré vrai plus tard et malheureusement désastreux pour le pays.

Les pourparleurs entre les deux parts ont continué. Ils ont été achevés le 4/17 août 1916 quand on a signé une convention politique ainsi qu'une convention militaire.

En conformité avec ce qu'on a établi par eux, la Roumanie a marché digne auprès de l'Entente dans les tourbillon de la guerre.

https://biblioteca-digitala.ro

NOTES

[1]*Cum s-a negociat harta României Mari. Din memorialistica lui Constantin I. Diamandy,* în *Pe aici nu se trece* (Focşani), an V, nr. 11, din 9 mai 1997.

[2] *Ibidem*

[3] Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913-1947,* Editura Politică, Bucureşti, 1980, p. 84 (Th. Delcasse avait affirmé que "la petite Roumanie veut que les grands pouvoir capitulent devant elle".

[4] *Cum s-a negociat harta României Mari,* loc. cit.

[5] Eliza Campus, *op. cit., p. 83; idem, Razmond Poincare 1860-1934. Un om în istoria lumii. Din istoria relaţiilor româno-franceze,* Editura Universităţii din Bucureşti, 1998, p. 69; *România în anii primului război mondial,* vol. I, Editura Militară, Bucureşti, 1987, p. 110; Raymond Poincare, *Au service de la France. Neuf annees de souvenirs,* vol. VI, *Les Tranchées,* 1915, Paris, 1930, p. 216-217.

[6] Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul român unitar,* Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1983, p. 478; *România în anii primului război mondial,*Editura Militară, Bucureşti, 1987, p.110.

[7] George Diamandy est né en 1867 à Bârlad. Il a fait ses études à Paris. Au début il a été adept de la doctrine socialiste. Pendant quelques ans il a coordonné une revue d'études sociales. Après qu'il est revenu dans le pays, il a été colaborateur à la gazette socialiste "Le nouveau monde". A la fin du XIX-e siècle il est devenu le membre du Parti Liberal. Il a été élu plusieurs fois député répresentant le Parti Liberal. Il a colaboré aussi à la revue "Le contemporain" et à "La revue de la democratie roumaine". Il faut mentionner aussi ses ouvrages: *România şi conflictul european; Revizuirea Constituţiei; Cauzele războiului european şi interesele României.*

Ces données ont été extraites de: Lucian Predescu, *Enciclopedia Cugetarea,* Bucureşti, 1940, p. 267-268; *Bibliografia românească modernă 1831-1918,* vol. II, Editura Ştiinţifică şi enciclopedică, Bucureşti, 1986, p. 84.

[8] V. Atanasiu, A. Iordache, M.Iosa, I.M. Oprea, P. Oprescu, *România în primul război mondial,* Editura Militară, Bucureşti, 1979, p. 53.

[9] Eliza Campus, *Din politica externă a României 1913-1947, ... p. 73.*

[10] Le mémoire se trouve dans les Archives diplomatiques et militaires franèaises. C'est monsieur Mircea Pora qui a apporté une copie dans la Roumanie. Le document peut être consulté dans l'Archive de la Section d'Histoire du Musée du Banat, le fond d'histoire moderne.

[11] Eliza Campus, Raymond Poincare, 1860-1934, p. 70-71

DIN ACTIVITATEA DIPLOMAŢIEI ROMÂNEŞTI ÎN ANII NEUTRALITĂŢII (1914 – 1916). MEMORIUL ADRESAT DE GEORGE DIAMANDY LUI RAYMOND POINCARÉ, PREŞEDINTELE FRANŢEI

Rezumat

Începând cu zilele imediat următoare izbucnirii primului război mondial, cercurile guvernante româneşti au fost supuse unor puternice presiuni din partea celor două alianţe militare aflate în conflict.

În această situaţie, premierul Ion I.C. Brătianu, care coordona diplomaţia românească, s-a văzut nevoit a adopta o poziţie fermă atât faţă de

https://biblioteca-digitala.ro

Puterile Centrale cât şi de Antantă, dar în sensuri diferite. El a refuzat mereu, dar politicos, toate ofertele făcute de Germania şi Austro-Ungaria pentru a-l determina să li se alăture. În acelaşi timp, a condiţionat Triplei Înţelegeri încheierea unei alianţe de recunoaştere a drepturilor României asupra teritoriilor locuite în majoritate de români, aflate în acel timp în componenţa monarhiei dunărene.

Prima putere a Antantei cu care diplomaţia românească a intrat în contact a fost Rusia. Prin "acordul Sazonov – Diamandy", încheiat în toamna anului 1914, guvernul român a făcut primul pas de reorientare a politicii sale externe.

În primăvara anului 1915, contactele guvernului român cu reprezentanţii Antantei s-au intensificat. Deşi aceştia solicitau o intervenţie cât mai urgentă a armatei române alături de trupele lor, atunci când se punea problema teritorială, opinau ca ea să fie rezolvată după încheierea ostilităţilor pe câmpurile de luptă.

În această situaţie, şeful diplomaţiei româneşti a trimis mai mulţi emisari la Paris, Roma şi Londra cu scopul de a susţine interesele României. Printre ei s-a numărat şi George Diamandy. În iarna anului 1915, cu ocazia întrevederii cu preşedintele francez Raymond Poincaré, el l-a asigurat de intervenţia sigură a ţării sale alături de Franţa. Cu acest prilej, parlamentarul român întocmeşte un documentat memoriu prin care justifică revendicările teritoriale româneşti.

În urma contactelor avute cu mulţi reprezentanţi ai României, şeful statului francez a perseverat în demersurile întreprinse atât pe lângă puterile aliate, cât şi pe lângă propriul guvern, pentru satisfacerea revendicărilor româneşti şi a grăbi astfel intrarea ei în război. Acest fapt nu s-a produs în cursul anului 1915. Tratativele între cele două părţi au continuat. Ele vor fi finalizate în vara anului 1916, când s-a semnat atât o convenţie politică, cât şi una militară. În conformitate cu cele stabilite prin ele, România a păşit demn alături de Antantă în vâltorile războiului.

https://biblioteca-digitala.ro